

L'influence des contextes territoriaux sur les laboratoires vivants utilisés comme outil de développement. Trois études de cas dans le Bas-Saint-Laurent

Steve Joncoux and Mario Handfield

Volume 44, Number 3, 2021

Innovations et territoires face aux inégalités

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1086215ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1086215ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Canadian Regional Science Association / Association canadienne des sciences régionales

ISSN

0705-4580 (print)

1925-2218 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Joncoux, S. & Handfield, M. (2021). L'influence des contextes territoriaux sur les laboratoires vivants utilisés comme outil de développement. Trois études de cas dans le Bas-Saint-Laurent. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, 44(3), 150–158.
<https://doi.org/10.7202/1086215ar>

Article abstract

L'article soulève la question de la pertinence des approches de laboratoire vivant (*living lab*) comme outils de développement territorial. Il se base sur la mise en oeuvre de trois laboratoires vivants dans le Bas-Saint-Laurent (Québec) pour la revalorisation agricole des terres en friche. L'analyse montre comment la dévitalisation affecte les capacités des communautés à se saisir de ce type de dispositif. Les auteurs appellent donc à l'approfondissement d'une conception ouverte du territoire et du développement dans laquelle les laboratoires vivants ruraux procurent des ressources exogènes pour aider les communautés à se remobiliser autour de la mise en valeur de leurs ressources spécifiques.

L'INFLUENCE DES CONTEXTES TERRITORIAUX SUR LES LABORATOIRES VIVANTS UTILISÉS COMME OUTIL DE DÉVELOPPEMENT. TROIS ÉTUDES DE CAS DANS LE BAS-SAINT-LAURENT

Steve Joncoux, Mario Handfield

Steve Joncoux

Chercheur au Living Lab en innovation ouverte
et professeur associé à l'UQAR
80, rue Frontenac,
Rivière-du-Loup (Québec)
Canada
G5R 1R1
steve.joncoux@llo.quebec

Mario Handfield

Professeur
Université du Québec à Rimouski
300 allée des ursulines, C.P. 3300, succ. A
Rimouski (Québec)
Canada
G5L 3A1
mario_handfield@uqar.ca

Soumis: 7 janvier 2020
Accepté: 7 octobre 2021

Résumé: L'article soulève la question de la pertinence des approches de laboratoire vivant (*living lab*) comme outils de développement territorial. Il se base sur la mise en œuvre de trois laboratoires vivants dans le Bas-Saint-Laurent (Québec) pour la revalorisation agricole des terres en friche. L'analyse montre comment la dévitalisation affecte les capacités des communautés à se saisir de ce type de dispositif. Les auteurs appellent donc à l'approfondissement d'une conception ouverte du territoire et du développement dans laquelle les laboratoires vivants ruraux procurent des ressources exogènes pour aider les communautés à se remobiliser autour de la mise en valeur de leurs ressources spécifiques.

Mots-clés: Laboratoire vivant, ruralité, dévitalisation, friche agricole, mobilisation

INTRODUCTION¹

Les territoires sont de plus en plus appelés à prendre en main leur propre développement, en fonction de leurs caractéristiques et forces spécifiques. C'est en partie le résultat de la réduction des politiques publiques d'un État-providence qui se voulait garant d'une certaine égalité entre les territoires (Klein, 1995). Mais ce peut être également une opportunité pour engager des dynamiques de développement différenciées, réellement adaptées aux ressources des territoires et aux attentes des acteurs. Ces dynamiques s'appuient essentiellement sur deux grandes formes d'innovations territorialisées : les innovations technologiques et organisationnelles et les innovations sociales et institutionnelles (Torre, 2018). La première, apparue dans les années 1970, place les entreprises au cœur de systèmes locaux de production (district industriel, *cluster*, zone d'innovation, etc.) dans lesquels la proximité spatiale facilite la circulation des connaissances et favorise les innovations technologiques basées sur des ressources endogènes. La seconde forme d'innovations territorialisées se développe plus récemment, dans une certaine continuité avec la première, à travers l'émergence de « tiers lieux » tels que les espaces de *coworking*, les *fablabs* ou les *makerspaces*. Ces espaces, à la croisée des mondes sociaux, ont vocation à favoriser la collaboration entre différentes catégories d'acteurs (entrepreneurs, chercheurs, institutions, usagers) et à devenir « des espaces d'expérimentation collective d'un développement durable contributif et d'innovations sociales à l'échelle des territoires locaux » (Liefoghhe, 2018).

Les laboratoires vivants (*living labs*) peuvent s'inscrire dans cette seconde mouvance avec la particularité de ne pas nécessairement s'inscrire dans un espace physique. Ils peuvent se développer dans un espace virtuel ou prendre la forme d'un projet sans lien direct au territoire. Néanmoins, les laboratoires vivants (LV) font partie de ces nouvelles approches collaboratives qui suscitent beaucoup d'attention, voire un certain espoir pour un renouveau du développement territorial. En 2017, la *Revue canadienne des sciences régionales* consacrait un numéro spécial à l'innovation sociale et territoriale qui faisait la part belle aux laboratoires vivants. On y entrevoit alors le potentiel de ces derniers à une « remise en question des processus de mise en marché et de politique publique » (Janin & Pecqueur, 2017), à un « renouvellement du développement territorial » (Rochman *et al.*, 2017), à repenser les métropoles (Roux & Marron, 2017) et les politiques urbaines (Besson, 2017) ou encore à changer les pratiques collaboratives (Guimont *et al.*, 2017).

Rappelons que pour le European Network of Living Labs (ENoLL), « *Living Labs (LLs) are defined as user-centred, open innovation ecosystems based on systematic user co-creation approach, integrating research and innovation processes in real life communities and settings* » (Robles *et al.*, 2016 : 12). Cette définition générique recouvre une grande diversité de réalités dont les contours restent encore à préciser (Hossain *et al.*, 2019). Par exemple, l'importance accordée à l'innovation technologique par rapport à l'innovation sociale (Janin & Pecqueur, 2017), la place que prennent les usagers (de simples testeurs à véritables pilotes) (Leminen, 2013) ou encore le niveau d'inscription dans le territoire (Pecqueur, 2020) peuvent varier fortement et impacter directement la capacité des LV à contribuer au développement des territoires. Ces éléments incitent à relativiser l'apport potentiel des LV au renouvellement du développement territorial et à approfondir la question du type de laboratoires vivants et des conditions propices à ce renouvellement.

Une première piste de réponse tient dans l'évolution de l'approche des laboratoires vivants dans laquelle Leminen *et al.* (2017) distinguent trois générations. La première génération se focalise sur les dispositifs technologiques créant un environnement réel (ou réaliste)

d'expérimentation. On retrouve ici le modèle des « Labs » qui se sont développés notamment au Massachusetts Institute of Technology (MIT) ou dans les grandes entreprises ayant testé ces approches, la participation des usagers pouvant s'y résumer au rôle d'informateurs. La deuxième génération est plus centrée sur les méthodes et méthodologies permettant d'innover en lien avec un environnement réel. La participation des usagers au processus créatif y est potentiellement plus large que dans la première génération, mais reste conditionnée par les orientations données par les porteurs de projet. Enfin, la troisième génération « dépeint différents modes d'innovation collaborative, où les différentes parties prenantes et en particulier les utilisateurs jouent un rôle crucial sur des plateformes d'innovation » (Leminen, Rajahonka & Westerlund, 2017 : 22). L'approche de cette troisième génération nous semble particulièrement pertinente pour positionner les laboratoires vivants dans le champ du développement territorial. Elle peut être définie plus précisément ainsi :

« *A living lab is a sociotechnical platform with shared resources, collaboration framework and real-life context, which organizes its stakeholders into an innovation ecosystem that relies on representative governance, open-standards, and diverse activities and methods to gather, create, communicate, and deliver new knowledge, validated solutions, professional development, and social impact.* » (Habib *et al.*, 2015 : 17)

Cette définition a notamment l'intérêt de moins se focaliser sur les seuls « usagers » pour intégrer plus clairement l'ensemble des parties prenantes d'un écosystème spécifique. On se dégage ainsi de la relation privilégiée entre entreprise et client, héritée de l'innovation ouverte, pour intégrer une « gouvernance représentative », plus en phase avec les enjeux démocratiques d'un projet de développement territorial. Enfin, cette définition introduit explicitement la notion d'impact social qui permet de différencier un laboratoire visant le développement d'un produit ou d'un service pour une entreprise dans le cadre d'un marché, d'un laboratoire visant le développement d'une communauté dans le cadre d'un territoire. Si les retombées sociales ne sont pas l'objectif principal visé dans le développement économique d'une innovation, elles sont au contraire centrales dans le cadre d'un projet de développement territorial. Dans ce dernier cas, l'innovation est donc résolument sociale dans le sens où, qu'elle soit entrepreneuriale ou non, qu'elle vise le développement d'une technologie, d'un service ou d'une nouvelle organisation, elle est toujours collective et vise une meilleure satisfaction des besoins de tous (Richez-Battesti *et al.*, 2012).

Cette conception spécifique des LV semble prometteuse pour faire des laboratoires vivants de véritables instruments de développement territorial, toutefois la question des conditions propices à leur mise en œuvre reste encore à explorer. Cette question est particulièrement pertinente dans le cas de territoires ruraux, en particulier ceux dits dévitalisés, où cette approche fait encore l'objet de peu d'expérimentations et de recherches. En effet, la troisième génération (comme les précédentes) s'est beaucoup développée dans l'espace urbain (Zavratnik *et al.*, 2019) autour notamment des villes intelligentes (Eskelinen *et al.*, 2015) et de la planification urbaine (Franz, 2015). À partir des données de l'ENoLL, Roux & Marron (2017) font le constat que la plupart des initiatives européennes labellisées par le réseau se situent en zones urbaines, dont la moitié dans des villes de 200 000 habitants et plus. Selon ces mêmes auteurs, cette localisation serait liée aux effets de concentration propres aux grandes villes, tant en termes de ressources que de diversité ou de créativité;

¹ Les auteurs tiennent à remercier les commentaires et propositions des relecteurs anonymes qui ont largement contribué à bonifier le texte.

autant d'éléments propices à l'innovation, donc aux laboratoires vivants. Toutefois, les analyses de Lafontaine (2017) rappellent que la question territoriale était présente dans certains travaux fondateurs, et dans les origines du réseau européen, mais reste aujourd'hui peu explicite dans la littérature. Elle est toujours sous-jacente dans la perspective de développer des innovations dans un « environnement réel », et devient incontournable dans l'optique de l'innovation sociale dans la mesure où celle-ci vise à développer des solutions avec les communautés concernées et adaptées à leur réalité (Fontan *et al.*, 2004).

Rappelons ici que si les territoires ruraux n'ont pas la densité ni les effets de concentration des zones urbaines, ils n'en sont pas moins innovants à leur manière (Fortin & Handfield, 2016). La densité n'est pas une condition *sine qua non* de l'innovation dans la mesure où « *it is access to, not necessarily co-location with, a variety of factors of innovation that may distinguish certain locations from others in terms of their innovation potential* » (Shearmur, 2010: 63). Une conception ouverte de l'innovation, comme celle qu'impliquent les LV (Chesbrough, 2003), appelle ainsi une conception ouverte du territoire. Les zones rurales ne sont pas des espaces clos, avec un stock de ressources strictement limité, sans quoi elles seraient vouées à ne pas pouvoir se développer. Notre approche se fonde donc sur une conception ouverte du territoire comme « lieu d'intersection de réseaux (physiques ou humains, formels ou informels), de stratégies et d'interdépendances entre partenaires reliés entre eux, le lieu de production, de négociation, de partage d'un devenir commun » (Leloup, Moyart & Pecqueur, 2005: 7). Dans cette perspective, les laboratoires vivants peuvent-ils se développer dans les contextes plus ruraux ?

Au Québec, quelques projets de recherche-action ont tenté d'appliquer l'approche laboratoire vivant dans des zones « hors métropole » ou dans des contextes agricoles (Doyon *et al.*, 2015; Lafontaine, 2017; Ruiz *et al.*, 2019). Dans toutes ces expériences, les porteurs de la démarche cherchent à prendre en compte les dimensions territoriales et les spécificités des milieux dans lesquels ils interviennent. Malgré cela, les résultats restent mitigés. Si l'on peut constater certains effets positifs indéniables, il semble que les dispositifs mis en œuvre ne fonctionnent pas dans tous les cas et dans tous les milieux. La question se pose alors de la capacité effective des laboratoires vivants à être remobilisés comme outils de développement territorial. Dans le cadre du projet « Terre-à-Terres »², notre dispositif de recherche-action explore ce questionnement, particulièrement dans le cadre de territoires considérés comme dévitalisés, au Bas-Saint-Laurent et dans le Centre-du-Québec. Les réflexions présentées ici se fondent sur l'analyse des deux premières années de mise en œuvre de trois laboratoires vivants dans des territoires contrastés du Bas-Saint-Laurent. Au-delà de l'accès aux ressources que peut fournir un laboratoire vivant, il en ressort que les capacités des acteurs à se saisir de cet outil à des fins de développement sont relativement inégales. Par conséquent, l'approche LV semble bien être en mesure de favoriser le développement local, mais pas pour tous les territoires. En favorisant les territoires ayant déjà une dynamique de développement endogène, ces dispositifs pourraient même paradoxalement avoir pour effet de renforcer les inégalités entre les territoires.

Après avoir présenté plus en détail notre approche des laboratoires vivants, nous ferons état des caractéristiques des trois territoires à l'étude, des conditions d'émergence des laboratoires dans chacun d'eux, ainsi que des scénarios de développement qui y voient le jour. Nous analyserons alors les spécificités de chaque laboratoire-territoire au regard des dynamiques de développement qui en émergent,

ou non. Nous montrerons ainsi les limites des laboratoires vivants pour contrecarrer la dépossession des capacités d'action collective à l'œuvre dans les processus de dévitalisation.

DE LA CRISE DE LA RURALITÉ AUX FRICHES : FAIRE D'UN SYMPTÔME DE DÉVITALISATION UNE RESSOURCE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Des territoires ruraux en mal de développement : de la crise de la ruralité à l'enjeu des friches

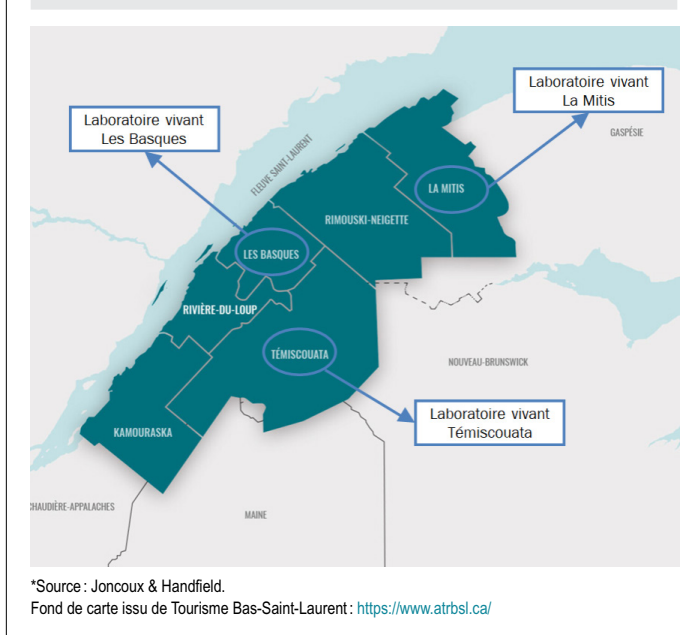
La dévitalisation graduelle de bon nombre de milieux ruraux depuis les années 1960 est en quelque sorte le corollaire de la modernisation du Québec et de l'idéologie de la modernité en vigueur à partir de la Révolution tranquille. Cette idéologie traversait toute la société, les campagnes comme les villes, mais comme elle se traduisait notamment par la valorisation de l'urbanité, la ruralité, gardienne des traditions dans les représentations collectives, en a fait les frais. Le célèbre ouvrage *La fin d'un règne* de Gérald Fortin (1971) expose bien les dimensions de ce phénomène. Pour nombre de villages ruraux, les conséquences ont été désastreuses, avec en particulier une baisse démographique et un vieillissement accéléré de la population dus à l'exode rural et à la dénatalité, entraînant une perte graduelle des services de proximité, des entreprises et des commerces sans relève et sans clientèle, etc. L'agriculture n'y a pas échappé : concentration économique et géographique qui s'est traduite par de nombreux démantèlements de fermes, délocalisation des entreprises de transformation agroalimentaire, spécialisation de l'agriculture et des territoires ruraux au détriment de la diversification, etc. Au final, c'est une véritable crise identitaire qui a affligé de nombreuses communautés rurales, par suite de multiples ruptures et pertes (Jean, 1995). La baisse démographique a également entraîné une perte des capitaux humains individuels et collectifs (capital culturel, social, politique) qui a amenuisé les capacités collectives à assurer le développement des communautés et des territoires, les entraînant dans un cercle de dévitalisation locale (Vachon, 1993). Les épisodes de retour à la terre qui ont eu lieu depuis la Révolution tranquille apparaissent comme des mouvements de repli, voire de rressac, la ruralité devenant une valeur refuge, en réaction à cette idéologie du modernisme économique et social qui, par les effets de l'industrialisation et de l'urbanisation, a entre autres généré des problèmes écologiques majeurs (Jean, 1991). Comme l'a illustré l'ouvrage *Deux Québec dans un* (Conseil des affaires sociales, 1989), les inégalités territoriales s'accroissent au Québec. Elles se sont tant accentuées que le Gouvernement du Québec a créé un indice de dévitalisation pour identifier les municipalités rurales les plus mal en point, instauré un système national de centres locaux de développement et mis en place une politique de la ruralité dans une volonté interventionniste. À l'encontre du rapport *Des communautés à revitaliser* (Proulx *et al.*, 2010), cette approche a été balayée par le gouvernement libéral en 2014 qui a posé l'austérité budgétaire contre le développement, ce qui a particulièrement pénalisé les régions à composantes rurales plus importantes.

Les trois municipalités régionales de comté (MRC), essentiellement rurales, où se déroulent les laboratoires vivants étudiés dans cet article sont aux prises avec la réalité que nous venons de décrire. Elles se situaient en 2018 dans le dernier quartile du classement provincial de l'indice de vitalité économique des territoires³, respectivement aux 90^e (La Mitis), 94^e (Témiscouata) et 95^e rangs (Les Basques) sur 104, avec des indices de vitalité économique variant de -9,98 à -11,56.

² Ce projet, initié par le Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA) et auquel collaborent les deux auteurs, est financé par le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH).

³ L'indice de dévitalisation a fait place à un indice de vitalité économique, lequel est composé de trois indicateurs : le taux de travailleurs de 25 à 64 ans (indicateur du marché du travail), le revenu médian de la population âgée de 18 ans et plus (indicateur du niveau de vie), le taux d'accroissement annuel moyen de la population sur cinq ans (indicateur du dynamisme démographique). <https://www.mamh.gouv.qc.ca/developpement-territorial/indices-connaissances-et-outils/indices/indice-de-vitalite-economique/>

Figure 1. Localisation des trois laboratoires vivants au Bas-Saint-Laurent



Dans les trois territoires considérés, les municipalités rurales ont subi un repli démographique majeur au cours des cinquante dernières années, mais la chute la plus radicale s'observe dans le haut-pays de la MRC de La Mitis (-65,2% de population entre 1968 et 2018)⁴.

Dans ce contexte, les friches agricoles ne cessent de croître. Cela se confirme dans les trois territoires d'implantation des laboratoires. Une étude réalisée pour le compte du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) (Cyr Arsenault, 2015) dévoilait que 7 844 hectares de terres étaient dévalorisées en 2014 dans l'ensemble du Bas-Saint-Laurent et que les MRC qui en comptaient le plus en termes bruts étaient Les Basques (19% du total), La Mitis (18,2%) et Témiscouata (15,6%). Spécialisation de l'agriculture qui engendre un agrandissement de la taille des fermes et une diminution de leur nombre, modernisation technique qui demande des investissements majeurs, appel de la forêt supposée plus rentable, appel de la ville supposée plus confortable... l'histoire est bien connue et vécue directement par les communautés de nos laboratoires vivants. De plus, ce processus de déprise agricole observé au Bas-Saint-Laurent depuis plusieurs décennies est encore en cours. La région serait à risque de perdre encore le tiers de ses exploitations agricoles (31,5%) selon les données des fiches d'enregistrement de 2010⁵, résultats confirmés par les renseignements mis à jour en 2017 par le MAPAQ. Là encore, Les Basques et La Mitis présentent les situations les plus difficiles au Bas-Saint-Laurent, soit un risque de perdre respectivement 37,8 % et 35,5 % de leurs fermes. La MRC de Témiscouata est également à risque avec une perte potentielle d'environ le tiers de ses exploitations agricoles (32 %).

Véritable symptôme paysager de l'abandon de l'activité agricole, l'enfrichement prend une dimension symbolique en inscrivant dans le paysage la dévitalisation du territoire. Cela explique en partie que les friches soient perçues négativement, et « des huit utilisations du sol, les plus malpropres, les plus laides, les plus déplaisantes, les plus inutiles, les plus inquiétantes, celles qui suscitent le plus la honte et les milieux les plus improductifs » (Benjamin *et al.*, 2006 : 32). Dans une perspective anthropologique, les friches relèvent de la saleté et

de l'impur du fait qu'elles ne peuvent pas être catégorisées clairement (Douglas, 2001), zones grises et instables entre agriculture et forêt.

Les « terres agricoles dévalorisées » comme ressource à reconstruire

Les « friches » constituent le point d'ancrage territorial des laboratoires vivants mis à l'étude ici, bien qu'elles soient rarement perçues comme des ressources potentielles à priori. En faire une ressource implique donc d'abord de mettre en perspective leur potentiel à se réinscrire dans un univers de référence connu et maîtrisé. Du point de vue agricole, le potentiel est réel. Dans le Bas-Saint-Laurent, 80 % des friches ont un potentiel de remise en production qualifié de « moyen » à « très élevé » (Cyr Arsenault, 2015). L'expression « terres agricoles dévalorisées » (TAD) semble remplacer progressivement celle de terres en friches, pour introduire une connotation plus positive, premier pas vers la (re)construction d'une ressource. En 2014, on observait dans La Mitis la plus grande quantité de sols agricoles inutilisés à potentiel très élevé (341 ha), dans Les Basques celle de TAD à potentiel élevé (1041 ha) et au Témiscouata la superficie totale de TAD à potentiel moyen la plus importante (835 ha). Ces données semblent indiquer que la mise en valeur des terres agricoles ne dépend pas exclusivement de leurs qualités agronomiques, mais aussi de la dynamique de la communauté qui les occupe. Dans ce sens, le premier pas dans la construction d'une ressource spécifique consiste d'abord à remettre en perspective les terres dévalorisées sous un nouveau jour, à en faire une opportunité de développement, entre autres pour des agriculteurs et des aspirants à l'établissement en agriculture. Ce potentiel est par ailleurs déjà identifié comme objet d'intervention par de nombreuses MRC, notamment à travers leurs plans de développement de la zone agricole (PDZA).

Si le potentiel existe, l'accompagnement de quelques agriculteurs dans l'implantation de nouvelles filières de production ne sera pas nécessairement suffisant pour valoriser les TAD. Il s'agit plutôt de faire émerger un projet de territoire collectif à travers lequel les friches peuvent devenir une ressource spécifique. Dans l'approche des laboratoires vivants expérimentée ici, il s'agit plus précisément d'accompagner les acteurs des communautés dans la coconstruction de leur propre projet de territoire en lien avec les TAD. Toutefois, les éléments caractéristiques de la dévitalisation observés dans les trois territoires font état du peu de ressources (humaines, intellectuelles, économiques) présentes sur le territoire pour engager ce travail de coconstruction. La question est de savoir comment des communautés dévitalisées peuvent se saisir des laboratoires vivants comme d'une opportunité pour porter leur propre développement.

Plus profondément, ceci passe par la construction de ressources spécifiques comme base de l'innovation. En effet, innover en dehors des métropoles implique de miser sur l'ouverture et la connexion des territoires pour mieux mettre en valeur les ressources spécifiques de chacun. Une ressource dite « générique » devient « spécifique » par la prise de conscience de son potentiel qui permet de lui accorder une valeur, marchande ou non (Campagne & Pecqueur, 2014). Une ressource spécifique est fondamentalement liée au territoire, à ses caractéristiques propres (un paysage, une compétence artisanale, un produit de terroir) et n'est donc pas délocalisable. En ce sens, l'innovation est une combinaison unique de ressources (naturelles, culturelles, cognitives, financières, etc.) dans une configuration territoriale spécifique propre à un contexte particulier (géographique, culturel, politique, etc.). Mais plus qu'une combinaison optimale, il s'agit de mobiliser au service du développement des ressources

⁴ Les calculs ont été faits sur la base des données démographiques du Répertoire des municipalités du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec pour l'année 2018 et de celles du Répertoire des municipalités du ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'année 1968.

⁵ Données compilées pour le Bas-Saint-Laurent à la demande du MAPAQ régional avec l'assistance d'un stagiaire, sous la supervision de M. Handfield; résultats présentés notamment par ce dernier aux conseillers en relève agricole du MAPAQ provincial en novembre 2016.

«cachées», «mal-utilisées» ou «éparpillées» (Hirschman, 1986, cité par Campagne & Pecqueur, 2014). La ressource territoriale n'existe donc pas à priori, elle résulte des intentions des acteurs et se trouve créée par leur action. Avec les mêmes ressources et un même contexte de base dans un même lieu, le développement diffèrera selon les acteurs et le système culturel, social, politique et économique en place. L'enjeu d'un laboratoire vivant orienté vers le développement territorial est alors d'explorer les ressources territoriales ayant un potentiel d'innovation pour les activer, grâce à la connexion d'une communauté locale avec des ressources plus éloignées, afin d'en faire émerger des ressources spécifiques en mesure d'améliorer les conditions de vie.

LE MODÈLE LV FACE AU TERRITOIRE : LES MODÈLES DE PILOTAGE DES LABORATOIRES VIVANTS FACE À UNE DÉMARCHÉ DANS TROIS TERRITOIRES

Des laboratoires vivants comme dispositifs de recherche-action territoriaux

La classification opérée par Leminen et ses collègues (2012) différencie quatre types de laboratoires vivants selon les acteurs qui en sont à l'origine et leur finalité :

- Les laboratoires dits « pilotés par les firmes » (*utilizer-driven*) sont impulsés par des entreprises qui visent à mieux connaître les usagers de leurs produits ou services vis-à-vis d'un questionnaire ou d'un projet spécifique.
- Le deuxième type est « piloté par les prestataires » (*provider-driven*) entendus comme les universités, les centres de recherche ou d'éducation. La production de connaissance peut alors être la finalité principale pour le « prestataire », tout en servant par ailleurs comme moyen pour développer un nouveau produit ou service.
- Le troisième type se caractérise par le fait qu'il est « piloté par des facilitateurs » (*enabler-driven*), qui sont essentiellement des acteurs publics, des organisations à but non lucratif, des corporations de développement, dont l'objectif est le développement social et territorial.
- Enfin, le dernier type est « piloté par les usagers » (*user-driven*). Les usagers sont alors au cœur du processus aussi bien dans la définition de ses finalités que dans son mode de fonctionnement.

Dans la littérature comme dans les représentations des chercheurs et des intervenants du milieu impliqués dans les démarches initiées au Bas-Saint-Laurent, le laboratoire de type « piloté par les usagers » constitue l'archétype du dispositif favorisant le développement territorial. Avec l'ensemble des parties prenantes placées dans une posture collaborative, cet archétype est très proche du modèle des « laboratoires d'innovation collective » décrit par Janin & Pecqueur (2017). Ces derniers considèrent cette forme de laboratoire comme « une des approches les plus abouties des LL » (Janin & Pecqueur 2017: 7) pour repenser les processus de développement territorial. Ce type de LV s'impose d'autant plus comme une référence qu'il correspond pleinement à la logique de développement endogène au cœur des politiques de développement internationales (Rist, 2012) autant que locales (Shearmur, 2010) depuis plusieurs décennies.

De prime abord toutefois, et si l'on suit la modélisation de Leminen *et al.* (2012), tous les LV du projet Terre-à-Terres sont de type « piloté

par les prestataires ». En effet, les laboratoires vivants sur la valorisation des friches du Bas-Saint-Laurent ont émergé à partir d'un dispositif de recherche-action porté par les chercheurs, qui assurent la coordination des laboratoires, et centré sur les usagers des territoires concernés. À partir d'un appel à mobilisation diffusé dans les médias et dans les réseaux des chercheurs, la sélection et la constitution des parties prenantes de chaque laboratoire visaient d'abord à réunir une grande diversité de participants. Parmi les acteurs potentiellement concernés par l'enrichissement, on compte aussi bien les acteurs publics (municipalités, MRC, MAPAQ, organismes de développement), le secteur privé (notamment les agriculteurs et des coopératives de producteurs) et la population (propriétaires de friches, organismes communautaires ou simples citoyens désireux de s'investir dans la vie de leur milieu). Au-delà des agriculteurs, l'ensemble de la population est ici dans la posture de l'utilisateur, définie non pas par l'usage direct des friches mais par l'expérience vécue du territoire qui donne du sens à la friche et sert de base à une nouvelle mise en valeur.

Dans chacun des cas, un comité de pilotage a été formé, regroupant les chercheurs et les premiers acteurs du territoire à s'être mobilisés : la MRC dans le cas de la Mitis, la SADC et une coopérative agroforestière dans le Témiscouata et la MRC et une coopérative agricole dans les Basques. Sur l'impulsion de ces comités de pilotage, entre 10 et 20 rencontres se sont tenues pour chaque LV, entre mars 2018 et février 2020, regroupant de quelques experts à quelques dizaines de parties prenantes diverses. La première étape de la démarche a été animée par les chercheurs à partir d'une approche inspirée du « jeu de territoire »⁶ (Lardon, 2013), impliquant les parties prenantes pour faire un diagnostic participatif de la situation. À partir de ces diagnostics, la deuxième étape reposait sur des ateliers de codesign pour faire émerger des scénarios de revalorisation des friches à mettre en œuvre dans une troisième étape. Or, à partir d'une situation de départ relativement similaire, chaque laboratoire connaît une trajectoire spécifique selon la composition du groupe d'acteurs mobilisé au départ et son évolution, les caractéristiques propres à chaque territoire et les choix opérés par les acteurs au fur et à mesure des rencontres de travail et des ateliers de cocréation⁷.

Des dispositifs propres à chaque territoire et des résultats contrastés

Une évaluation sommaire des démarches, sur le modèle *input/output* (ressources engagées/effets directs), permet d'établir un premier constat : la démarche laboratoire vivant n'a pas été aussi efficace dans les trois territoires. En effet, dans Les Basques, le processus a commencé concrètement en décembre 2018 et les bases du scénario à explorer pour la revalorisation des friches voyaient le jour en avril 2019 après seulement trois rencontres. Au Témiscouata, il aura fallu plus d'un an et sept rencontres pour faire émerger un premier scénario de développement. Dans La Mitis, après une vingtaine de rencontres étalées sur plus d'un an, aucun scénario n'est encore arrêté. Pourtant, trois conseillers au développement de la MRC ont été impliqués tout au long du processus et les rencontres avec la population ont permis de toucher plus de 35 personnes différentes, incluant des élus, des agriculteurs, des acteurs du monde communautaire. Comment comprendre cet écart ? Nous avons vu que ni les caractéristiques de la ressource potentielle (les friches), ni les caractéristiques sociodémographiques ne permettent de différencier fortement les trois territoires. Pour tenter de comprendre cette

⁶ Il s'agissait de proposer aux parties prenantes de faire un autoportrait de leur territoire, d'imaginer des scénarios d'évolution et de définir les actions réalistes par rapport à l'enrichissement. Le dispositif de base a été adapté à chaque laboratoire et le but était d'engager une réflexion et un dialogue entre les parties prenantes pour faire émerger un scénario d'action collective.

⁷ Dans une posture de recherche-action multipartenariale, l'analyse repose sur un ensemble de données produites dans des postures d'observation participante. Pour chaque laboratoire, les chercheurs ont fonctionné en binôme, l'un concevant et animant le dispositif d'action, l'autre participant aux activités au côté des autres participants pour consigner leur déroulement. Ainsi, les séances de travail avec les comités de pilotage (mensuelles) et les différents ateliers (entre 10 et 20 par LV) menés plus largement avec les communautés ont fait l'objet de comptes rendus systématiques, consignés dans un journal de bord propre à chaque laboratoire. Les productions issues des différents ateliers (créations de cartes collectives du territoire, séances de *brainstorming*, cocréation de scénarios) ont également constitué une matière riche pour l'analyse. De plus, les chercheurs tenaient des rencontres mensuelles avec les collègues animant les laboratoires en dehors du territoire bas-laurentien (dans le Centre-du-Québec) pour prendre de la distance par rapport au terrain, comparer leurs données et développer des analyses transversales.

différence de dynamique et d'efficacité entre les laboratoires vivants, il faut ouvrir la « boîte noire » entre les *inputs* et les *outputs* pour analyser le processus de coconstruction mis en œuvre selon l'approche des laboratoires vivants.

Une première piste d'analyse implique le dispositif lui-même et plus particulièrement l'échelle et le type d'acteurs à l'origine du laboratoire. Dans Les Basques, le dispositif s'est construit dès le départ autour d'une coopérative agroforestière. Les membres de cette coopérative ayant un espace pour augmenter leur production ont très tôt perçu le potentiel économique et développemental des friches agricoles, ce qui a permis de cerner rapidement les acteurs à même de porter des projets, leurs besoins spécifiques et leurs échelles d'action prioritaires. Il a alors suffi de quelques ateliers d'idéation collective pour définir un premier projet de coconstruction d'une trousse facilitant l'établissement de la relève sur des terres agricoles dévalorisées dans une filière porteuse du territoire.

Dans le Témiscouata, c'est un organisme de développement qui a été le premier acteur à se mobiliser pour fonder un laboratoire vivant, suite à l'intervention d'un entrepreneur agricole privé auprès de celle-ci. Conscients de la transversalité des enjeux liés à l'agriculture, et plus guidés par une forte volonté d'agir que par un projet spécifique, les acteurs de cet organisme se sont tout de suite positionnés dans une posture englobante. Le territoire de la MRC s'est donc imposé comme échelle d'action initiale, impliquant une grande diversité d'acteurs. Cette approche a d'abord généré un grand projet agroalimentaire porteur d'une vision fortement intégrée, mais relativement désincarnée d'un point de vue territorial. Or, un laboratoire vivant fonctionne sur le principe de l'expérimentation, du prototypage de solutions, d'essais-erreurs et nécessite donc d'engager rapidement des projets plutôt opérationnels. La présence de divers acteurs dans le dispositif a toutefois permis de faire émerger une municipalité particulière comme zone d'expérimentation d'une partie du projet global. En recentrant l'action à une échelle plus réduite, avec des orientations globales déjà établies et un premier groupe d'acteurs mobilisés, quelques rencontres ont été suffisantes pour poser les bases d'un scénario opérationnel portant sur la mise en place d'un groupement agricole pour mutualiser les services et connaissances nécessaires à la revalorisation des terres agricoles.

Dans le cas de La Mitis, comme au Témiscouata, le laboratoire vivant ne se fonde pas sur les projets et besoins d'un acteur agricole particulier, mais sur la volonté de conseillers au développement dans deux municipalités voisines du haut-pays. Cette échelle d'action municipale proposée par les conseillers semblait à priori propice à faire émerger une expérimentation ancrée territorialement. Dans cette MRC, les agents de terrain se définissent comme des « conseillers » au développement plutôt que comme des « agents » de développement. Cela implique une posture d'accompagnement de projets qui doivent émerger et être portés par les acteurs des communautés. Contrairement aux deux autres territoires considérés, le travail de coconstruction s'est donc ici engagé directement avec les communautés des deux municipalités concernées. Toutefois, comme nous l'avons signalé plus haut, cette configuration n'a pas permis de faire émerger un projet.

Un pilotage hybride : les prestataires face à des communautés diversifiées d'usagers

Au-delà de la diversité des acteurs engagés, il nous semble que les variations observées dans la mise en œuvre et les résultats de la démarche au Bas-Saint-Laurent concernent le pilotage même des laboratoires, ce qui implique de nuancer la classification opérée par Leminen *et al.* (2012), voire de la complexifier par le croisement des quatre idéaux-types.

Ainsi, le laboratoire dans Les Basques, au sein duquel la coopérative de transformation a une place centrale et des nécessités économiques en parallèle de ses volontés de développement territorial, est au croisement entre le laboratoire de prestataires et celui de firme. Le laboratoire du Témiscouata est plutôt au croisement entre facilitateurs et prestataires dans la mesure où le scénario qui y prend forme est largement porté par des acteurs publics et des organisations avec une finalité de développement territorial centrale. Finalement, au-delà de l'impulsion donnée par les agents de la MRC, le laboratoire vivant de La Mitis vise à être piloté par les « usagers » du territoire. Cette hybridation du modèle de Leminen *et al.* (2012) permet entre autres de mettre en lumière les interstices dans l'espace de pilotage des laboratoires, dans lesquels prennent place des jeux d'acteurs qui peuvent générer des difficultés de coordination.

En effet, si l'on revient sur le cas de La Mitis, le laboratoire vivant est impulsé par les facilitateurs que sont les conseillers de la MRC et les universitaires dans une posture de recherche-action. Mais, comme nous l'avons évoqué, le laboratoire est immédiatement conçu autour des deux municipalités désignées par les facilitateurs comme usagers-pilotes. Or, les communautés de ces municipalités ne se sont jamais positionnées elles-mêmes en tant qu'usagers et encore moins en tant que pilotes. S'ensuit un flou sur les modalités de coordination de la démarche entre les chercheurs-prestataires, les conseillers-facilitateurs et la population-usager, chacun de ces groupes attendant de l'autre qu'il définisse les orientations et les modalités de fonctionnement du laboratoire. Le positionnement des « usagers » en tant que pilotes était d'autant plus compliqué qu'ils n'étaient pas directement à l'origine de la démarche et que les chercheurs et conseillers restent largement perçus comme les pilotes « naturels » des processus de développement. Le cas de La Mitis, et les difficultés à y faire émerger un scénario de développement territorial, illustrent le défi de faire reposer le pilotage du laboratoire sur l'implication des usagers en collaboration étroite avec d'autres catégories d'acteurs. Dans ce cas de figure, la dynamique de coconstruction du laboratoire vivant repose au moins en partie sur la capacité de ces communautés à se saisir de l'outil proposé par les chercheurs et les conseillers de la MRC; capacités directement affectées par le processus de dévitalisation qui touche ce type de milieux ruraux.

LES DÉFIS DES LV EN CONTEXTE DE DÉVITALISATION : L'ENJEU PREMIER DE LA CAPACITÉ À SE MOBILISER

L'engagement, le *leadership*, la capacité à entreprendre sont au cœur de l'approche des praticiens des laboratoires vivants dans une perspective de développement territorial (voir notamment Eskelinen *et al.*, 2015; Dubé *et al.*, 2014; Holst, Stahlbrost & Sallstrom, 2013; CEFRIO, 2013; ENoLL, 2016). Les usagers étant considérés comme étant les mieux placés pour connaître leurs besoins et définir leur propre vision du développement, on mise sur leur potentiel créatif, on attend d'eux de la participation, de la collaboration, de la créativité, dans une posture ouverte. Ils doivent être présents à toutes les étapes du processus, se faire porteurs de projets, mais aussi de la démarche; ils doivent participer aux décisions, à l'action, à l'évaluation et au contrôle. Il n'est pas attendu nécessairement de trouver spontanément des usagers ayant l'ensemble de ces caractéristiques et capacités d'action. Les méthodologies impliquent même le plus souvent de favoriser la collaboration, de faire émerger la créativité, de générer de l'*empowerment*, bref de créer les conditions pour que l'utilisateur puisse s'enrôler, au sens de Callon (1986), c'est-à-dire se constituer selon le rôle qui a été défini pour lui dans le processus. Toujours est-il que plus les usagers possèdent à priori ces caractéristiques favorables, plus le dispositif a de chance d'aboutir. Ainsi, dans la conception de diverses organisations agroenvironnementales,

une « mobilisation préexistante », une « culture de la communauté » ou encore « un historique de collaboration des acteurs du milieu » deviennent des conditions de réussite (et donc de sélection dans le cadre de programmes de financement) pour des démarches collaboratives de type laboratoire vivant (Laflamme, 2018).

Or le processus de dévitalisation qui affecte certains milieux ruraux peut avoir un effet négatif sur les compétences sociales des habitants, comme le montrent Proulx *et al.* (2010) dans leur étude sur les communautés dévitalisées. En s'appuyant sur cinq éléments mis de l'avant dans cette étude, soit « le désintéressement de la vie communautaire », « l'abdication et la résignation », « la sclérose du *leadership* et de l'*entrepreneurship* local » et la « démission politique », nous proposons de revenir ici sur certains grands défis auxquels les LV mis en œuvre au Bas-Saint-Laurent ont été confrontés.

Désintéressement à la vie communautaire : Lors des différents ateliers organisés dans le haut-pays de La Mitis, malgré la variation des plages horaires et des modes de communication pour rejoindre la population, il a été difficile de réunir simultanément plus d'une dizaine de personnes. On pourrait expliquer les faibles taux de mobilisation par le fait que la thématique des friches et du développement agricole n'intéresse tout simplement pas la population locale. Toutefois, le problème était réel pour les participants aux ateliers. La difficulté à rejoindre la population dans les processus participatifs n'est pas un problème spécifique aux milieux ruraux dévitalisés. Le cas d'une municipalité du JAL⁸ nous invite par ailleurs à relativiser ce phénomène. Dès la première rencontre suscitée par le laboratoire vivant, la population était présente avec près d'une trentaine de personnes. On peut voir ici les traces de la tradition de militantisme et de résistance communautaire du JAL depuis l'époque des « Opérations Dignité ». Plus largement, il s'agit ici de soulever le fait que le désintéressement à la vie communautaire, qui peut s'insinuer dans le processus de dévitalisation, est un facteur aggravant les difficultés à mobiliser la population. Or, comment fonder un laboratoire vivant porté par les usagers sans usagers porteurs ?

Abdication et résignation : Dans l'absolu, un groupe d'une dizaine de personnes peut permettre de fonder un laboratoire vivant. Dans Les Basques, le laboratoire vivant a été initié par un groupe plus restreint encore. La dévitalisation peut toutefois générer un second type de difficulté, résumé par Proulx *et al.* (2010) sous les termes « abdication et résignation ». Là encore, c'est dans La Mitis que l'on observe le plus clairement ce phénomène. Lors des rencontres, les participants sont largement dans une posture de repli qui consiste essentiellement à faire état du problème et des facteurs qui rendent impossible toute action positive. Les friches ne sont pas perçues comme un potentiel mais comme un symptôme qui renvoie d'abord au manque de ressources internes pour être en mesure d'agir. Ce phénomène est bien connu des animateurs de démarches d'innovation ouverte, et même parfois considéré comme un passage nécessaire pour évacuer les tensions et déconstruire les mythes avant de rentrer dans une phase plus positive de construction. Toutefois, dans certains milieux ruraux, le sentiment d'impuissance et d'abandon de la part des pouvoirs publics, associé à un vieillissement de la population, peut conduire à une résignation beaucoup plus profonde. Il devient alors plus difficile de dépasser ce stade pour imaginer un futur alternatif, meilleur, qui justifie de s'engager dans une démarche incertaine.

Sclérose du *leadership* et de l'*entrepreneurship* local : Dans bien des cas, la présence de leaders positifs dans le groupe est un atout précieux pour engager une dynamique de développement. Dans Les Basques comme au JAL, les principaux leaders sont des entrepreneurs qui ont été à l'origine de la démarche autour des friches et ont des intérêts directs dans le domaine agroalimentaire. Toutefois la perte de vitalité économique est particulièrement forte dans les

milieux dévitalisés et l'*entrepreneurship* est par conséquent d'autant moins présent. Dans le secteur de La Mitis, il reste en effet très peu d'agriculteurs et ces derniers sont plus concentrés à faire vivre, voire survivre, leurs exploitations qu'à prendre la tête d'un mouvement collectif. Le leader qui émerge finalement, après des mois de travail relativement infructueux, est un entrepreneur local, mais qui ne travaille pas dans le secteur agroalimentaire. Il ne se constitue donc pas en tant que porteur de projets potentiels comme dans les autres cas. Il est animé par la volonté de dynamiser et faire perdurer sa communauté et prend ainsi un rôle de meneur, mais relativement désincarné par rapport à la problématique agroalimentaire et l'objet spécifique que sont les friches.

Démission politique : Face à ce *leadership* moins appuyé sur l'entrepreneuriat que dans les autres laboratoires vivants, le secteur public ne se constitue pas non plus en leader, ni même en réel soutien. Bien que certains élus locaux soient au courant de la démarche et aient participé à plusieurs rencontres, aucun n'a soulevé la possibilité de positionner la municipalité comme moteur du laboratoire ou porteur de projet. S'il s'agit à ce stade plutôt d'un désintéret, on se rapproche ici du problème de la « démission politique », identifiée par Proulx *et al.* (2010) comme un symptôme de la dévitalisation, et qui participe à la compréhension des difficultés de certains milieux à se saisir des laboratoires vivants comme outils de développement.

Alors que les conditions sociales initiales sont essentielles pour la réussite d'approches collaboratives centrées sur les usagers, on constate ainsi que les éléments sociaux, de nature individuelle ou collective, du processus de dévitalisation sont autant de facteurs défavorisant l'émergence d'acteurs locaux en tant qu'usagers ayant les compétences propices à participer au pilotage d'un laboratoire vivant. Les maigres ressources humaines, intellectuelles et économiques propres aux territoires subissant ce type de processus les défavorisent face à des outils faisant reposer trop largement le développement sur les ressources propres des communautés. Ainsi, une conception des laboratoires vivants centrée sur les usagers comme acteurs essentiels et porteurs de la démarche n'est pas nécessairement adaptée à des contextes territoriaux de forte dévitalisation.

CONCLUSION: VERS UNE CONCEPTION PLEINEMENT TERRITORIALISÉE DES LABORATOIRES VIVANTS RURAUX

Cette analyse de la diversité des processus d'implantation de laboratoires vivants dans des contextes ruraux dévitalisés permet de dégager l'intérêt et les limites de cette approche en tant qu'outil de développement territorial efficace.

Tout d'abord, les enjeux de la dévitalisation structurelle de certaines communautés amènent à concevoir le territoire non simplement comme un espace d'expérimentation mais bien comme la matrice même du développement. Ceci pousse à considérer qu'il n'y a bien entendu pas un seul type de territoire et d'enjeu, mais qu'il faudra aussi s'appuyer sur les ressources existantes comme fondement de l'innovation – sans ignorer (et là est l'intérêt de l'approche LV) que cette notion de ressource territoriale est relative dans la mesure où les ressources sont en partie construites par la dynamique des acteurs, comme le montre la capacité de certains à voir les friches comme un symptôme de dévitalisation ou comme une occasion de développement à saisir.

Ensuite, il faudra sans doute redéfinir le modèle des laboratoires vivants pour les inscrire avec succès dans les espaces ruraux. Ceci implique d'aller au-delà d'une conception fermée de l'innovation pour prendre en compte l'apport des acteurs exogènes et assumer

⁸ Le JAL est l'acronyme désignant trois municipalités du Témiscouata qui se sont regroupées dans les années 1970 pour faire face aux menaces de fermeture des villages par le gouvernement du Québec.

la spécificité des territoires ruraux (un développement souvent fragilisé par le manque d'empowerment). Une perspective ouverte de l'innovation permet de favoriser la mobilisation de ressources et de compétences éloignées de l'espace au cœur du laboratoire. Cette dimension est particulièrement importante dans le cas de territoires « hors métropoles » potentiellement moins bien dotés dans les compétences attendues pour se constituer en tant qu'usagers porteurs d'un laboratoire vivant. Nous avons vu en effet comment la dévitalisation réduit les ressources, les services ou encore les populations susceptibles de participer au processus de développement proposé. Mais elle diminue également les dispositions des acteurs à se saisir des LV comme outils de développement territorial. L'approche des laboratoires vivants « pilotés par les usagers », souvent privilégiée lorsque cette approche est appliquée au développement territorial, a tendance à activer une conception endogène du développement qui favorise les zones les mieux dotées des conditions sociales initiales nécessaires à l'implication et à l'appropriation du dispositif (*leadership, entrepreneurship, capital économique, capital politique, densité de population, etc.*). À l'inverse, dans notre expérience, l'apport d'acteurs et de ressources plus exogènes (ici essentiellement les ressources humaines, financières et intellectuelles des chercheurs) peut permettre de faciliter l'identification, l'activation et la spécification de ressources territorialisées.

Par ailleurs, il faut prendre au sérieux l'interaction entre chercheur et territoire afin d'évaluer l'appropriation, par les acteurs du territoire, des laboratoires vivants comme dispositifs de réflexivité territoriale. Si les milieux dévitalisés impliquent une approche plus exogène du développement et moins directement portée par les citoyens, il ne s'agit pas pour autant de retomber dans des formes de recherche et de développement déconnectées des réalités et des besoins des acteurs directement concernés. Il s'agit plutôt de considérer la prise en charge, par des porteurs de projet extérieurs, d'un travail préalable pour sortir les parties prenantes d'une perspective où le territoire est un espace clos dans lequel ils sont livrés à eux-mêmes, avec un stock de ressources limité et par définition défavorable. La déconstruction de cette vision sclérosante doit être impulsée par les porteurs des laboratoires vivants ruraux, « facilitateurs » et « prestataires », auprès des acteurs locaux susceptibles de se constituer en parties prenantes.

Sous ces conditions, il serait possible d'envisager les laboratoires comme outils de développement dans les territoires dévitalisés: il faut l'apport d'acteurs exogènes (institutions publiques, universitaires, organismes intermédiaires, etc.) pour faire émerger une configuration locale dotée de compétences favorables à l'innovation. Ce travail, particulièrement essentiel dans ce type de territoire, nous apparaît aujourd'hui comme la condition préalable à l'engagement dans les ateliers de coconstruction au cœur de l'approche des laboratoires vivants. La première fonction d'un laboratoire vivant dans les territoires dévitalisés consisterait alors à y apporter de nouvelles ressources exogènes (connaissances, financement, ressources humaines) dans le but de mobiliser la communauté locale et l'accompagner dans la mise en valeur de ses ressources spécifiques.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ballon, P. & D. Schuurman. (2015). Living Labs: Concepts, Tools and Cases. *Digital Policy, Regulation and Governance* 17(4).

Benjamin, K., A. Cogliastro & A. Bouchard (2006). *Potentiels et contraintes des friches agricoles dans une trame agroforestière: perceptions des propriétaires*. Rapport présenté au Réseau ligniculture Québec. Montréal: Institut de recherche en biologie végétale & Université du Québec à Montréal. [En ligne] <https://www.irbv.umontreal.ca/wp-content/uploads/cogliastro-perception2006.pdf>

Bergvall-Kåreborn, B., C. Ihlström Eriksson, A. Ståhlbröst & J. Svensson (2009). A Milieu for Innovation – Defining Living Labs. IS-PIM Conference. [En ligne] <http://itu.diva-portal.org/smash/get/diva2:1004774/FULLTEXT01.pdf>

Besson, R. (2017a). Les Systèmes Urbains Cognitifs et l'écueil du déterminisme technologique. *Géographie Économie Société* 19(4): 459-483.

Besson, R. (2017b). Repenser les politiques urbaines de l'innovation à l'aune des Living Labs citoyens. Le cas des Laboratorios ciudadanos de Madrid. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales* 40(1).

Bifulco, A. & R. Santoro (2005). A Conceptual Framework for "Professional Virtual Communities", in L.-M. Camarinha-Matos, H. Afsarmanesh & A. Ortiz (dir.), *Collaborative Networks and Their Breeding Environments*. New York: Springer-Verlag, 417-424.

Callon, M. (1986). Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'Année sociologique* 36: 169-208.

Campagne, P. & B. Pecqueur (2014). *Le développement territorial*. Paris: Charles Léopold Mayer.

Carayannis, E. G. & D. F. J. Campbell (2009). "Mode 3" and "Quadruple Helix": Toward a 21st century fractal innovation ecosystem. *International Journal of Technology Management* 46(3-4): 201-234.

CEFRIO (2013). Des laboratoires vivants pour des territoires innovants. [En ligne] <https://cefrio.qc.ca/fr/realisations-et-publications/laboratoires-vivants-territoires-innovants/>

Chesbrough, H. W. (2003). *Open Innovation: The New Imperative for Creating and Profiting from Technology*. Boston (Mass.): Harvard Business School Press.

Conseil des affaires sociales (1989). *Deux Québec dans un. Rapport sur le développement social et démographique*. Boucherville (Québec): Gaëtan Morin.

Courlet, C. & B. Pecqueur (2013). *L'économie territoriale*. Grenoble (France): Presses universitaires de Grenoble.

Cyr Arsenault, C. (2015). *Inventaire et caractérisation des terres agricoles dévalorisées dans la région du Bas-Saint-Laurent*. Table de concertation bioalimentaire du Bas-Saint-Laurent.

Douglas, M. (2001). *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*. (1971 pour la 1^{ère} éd. en français). La Découverte/Poche.

Doyon, M., J. Rochman, J.-M. Fontan et al. (2015). L'approche Living Lab et l'aménagement des espaces ouverts agricoles. Un exemple en région métropolitaine de Montréal. *Articulo – Journal of Urban Research* Special issue 6. [En ligne] <http://journals.openedition.org/articulo/2662>

Dubé, P., J. Sarraillh, C. Billebaud et al. (2014). *Qu'est-ce qu'un Living Lab? Le livre blanc des Living Labs*. Montréal: Umwelt & Montréal In Vivo.

ENoLL (2016). Introducing ENoLL and Its Living Lab Community. [En ligne] <https://issuu.com/enoll/docs/enoll-print>

Eskelinen, J., A. García Robles, I. Lindy et al. (2015). *Citizen-Driven Innovation*. World Bank Publications.

Fontan, J.-M., J.-L. Klein & D.-G. Tremblay (2004). Innovation et société: pour élargir l'analyse des effets territoriaux de l'innovation. *Géographie, économie, société* 6(2): 115-128.

Fortin, G. (1971). *La fin d'un règne*. Montréal: Hurtubise HMH.

Fortin, M.-J. & M. Handfield (2016). *Repenser l'innovation hors métropole: l'action publique dans le secteur bioalimentaire*. Rimouski (Québec): GRIDEQ & CRDT.

Franz, Y. (2015). Designing Social Living Labs in Urban Research. *Info* 17(4): 53-66.

Guimont, D., D. Lapointe & A. Sévigny (2017). Changing collaborative practices in tourism – a Living Lab case. *Canadian Journal of Regional Science* 40(1): 63-69.

Habib, C., M. Westerlund & S. Leminen (2015). Living Labs As Innovation Platforms: The Key Constructs. Paper Presented at the 6th ENoLL Living Labs Summer School, April 6. [En ligne] https://openlivinglabsdays15.files.wordpress.com/2015/09/living-labs-as-innovation-platforms-the-key-constructs-habib-westerlund-leminen_final.pdf

Hossain, M., S. Leminen & M. Westerlund (2019). A systematic review of living lab literature. *Journal of Cleaner Production* 213(March): 976-988.

Holst, M., A. Stahlbrost & A. Sallstrom (2013). Peoples Voice. Guidelines for mobilizing and involving people in the development of new ICT solutions – with examples from the Virtual European Parliament project on eParticipation. Center for Distance-Spanning Technology at Luleå University of Technology, Sweden. [En ligne] https://issuu.com/cdt-ltu/docs/guidelines_handbok_low

Janin, C. & B. Pecqueur (2017). Les Living Labs : remise en question des processus de mise en marché et de politique publique. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales* 40(1): 5-11.

Jean, B. (1991). La dévitalisation et la revitalisation des espaces ruraux : des ruralités menacées au développement rural durable, in J. Chevalier et al. (éd.), *De la Loire au Saint-Laurent. Des régions rurales face aux recompositions socio-territoriales*. Rimouski : GRIDEQ – GRIR - CNRS URA 915, 71-93.

Jean, Y. (1995). École et aménagement du territoire rural : quel avenir pour les petites structures scolaires et les communes rurales ? *Annales de Géographie* 583 : 226-255.

Klein, J.-L. (1995). De l'État-providence à l'État accompagnateur dans la gestion du social : le cas du développement régional au Québec. *Lien social et Politiques* 33 : 133-141.

Laflamme, M. (2018). Apports et défis des approches participatives dans les projets collectifs de réhabilitation des agroécosystèmes (basses terres du Saint Laurent). Communication présentée à l'Atelier de travail sur l'évaluation des approches collaboratives en agroenvironnement, Québec.

Lafontaine, D. (2017). Aspects et effets territoriaux du Living Lab : une expérience hors métropole au Québec. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales* 40(1): 23-31.

Lardon, S. (2013). Construire un projet territorial. Le « jeu de territoire », un outil de coordination des acteurs locaux. *FaçSADe* 38, INRA – Sciences pour l'Action et le Développement.

Leloup, F., L. Moyart & B. Pecqueur (2005). La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? *Géographie, économie, société* 7(4) : 321-332.

Leinen, S. (2013). Coordination and Participation in Living Lab Networks. *Technology Innovation Management Review* 3(November): 5-14.

Leinen, S., M. Rajahonka & M. Westerlund (2017). Towards Third-Generation Living Lab Networks in Cities. *Technology Innovation Management Review* 7(11) : 21-35. [En ligne] https://timreview.ca/sites/default/files/Issue_PDF/TIMReview_November2017.pdf

Leinen, S., M. Westerlund & A.-G. Nyström (2012). Living Labs as open-innovation networks. *Technology Innovation Management Review* 2(9) : 6-11. [En ligne] <https://timreview.ca/article/602>

Liefooghe, C. (2018). Les tiers-lieux à l'ère du numérique : diffusion spatiale d'une utopie socio-économique. *Géographie, économie, société* 20(1) : 33-61.

Pecqueur, B. (2020). Les livings labs sont-ils toujours territorialisés ?, in J.-L. Klein & B. Pecqueur (dir.), *Les Living Labs, une perspective territoriale*. Paris : L'Harmattan, 75-86.

Proulx, J. et al. (2010). *Des communautés à revitaliser. Un défi collectif pour le Québec*. Rapport du groupe de travail sur les communautés dévitalisées. Québec : Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Richez-Battesti, N., F. Petrella & D. Vallade (2012). L'innovation sociale, une notion aux usages pluriels : Quels enjeux et défis pour l'analyse ? *Innovations* 38(2) : 15-36.

Rist, G (2012). *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. 4^e éd. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Robles, A. G., T. T. Hirvikoski, D. Schuurman & L. Stokes (2016). *Introducing ENoLL and its Living Lab community*. Bruxelles : ENoLL. [En ligne] <https://issuu.com/enoll/docs/enoll-print>

Rochman, J., M. Doyon, J.-M. Fontan et al. (2017). L'approche LL et le renouvellement du développement territorial : résultats d'un projet partenarial. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales* 40(1): 13-21.

Roux, E. & Q. Marron (2017). Les Livings Labs, de nouveaux dispositifs d'action publique pour penser les métropoles et les territoires. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales* 40(1) : 33-41.

Ruiz, J., A. Dumont & V. Zingraff (2019). Une méthodologie de cocréation pour renouveler l'action collective : l'adaptation d'un dispositif de laboratoire vivant pour la réhabilitation des agrosystèmes, in D. Busca & N. Lewis (dir.), *Penser le gouvernement des ressources naturelles*. Québec : Presses de l'Université Laval, 293-327.

Shearmur, R. (2010). Space, Place and Innovation: A Distance-Based Approach. *The Canadian Geographer / Le Géographe Canadien* 54(1) : 46-67.

Simard, M. (2019). Les territoires périphériques toujours dépendants des centres ? *Population & Avenir* 742 : 14-16.

Torre, A. (2018). Les moteurs du développement territorial. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 4 : 711-736.

Vachon, B. (1993). *Le développement local. Théorie et pratique*. Boucherville (Québec) : Gaëtan Morin.

Zavratnik, V., A. Superina & E. Stojmenova Duh (2019). Living Labs for Rural Areas: Contextualization of Living Lab Frameworks, Concepts and Practices. *Sustainability* 11(14). [En ligne] <https://doi.org/10.3390/su11143797>